

Les territoires au cœur du **politique**

Notre université d'automne a montré que les mutations de la territorialité soulevaient des questions complexes, notamment celle des inégalités, éminemment politique. Se donner les moyens d'y répondre suppose que l'on « revitalise » la démocratie. D'urgence.

Jean-Pierre DUBOIS, président de la LDH

Au terme de débats riches et « multi-entrées », la première réflexion qui s'impose est que le territoire est affaire d'histoire et de politique. On ne peut comprendre les mutations de la territorialité qu'à partir de cet éclairage : l'Homme ne s'étant pas plus « délocalisé » qu'il ne s'est « dématérialisé », la « fin des territoires » n'est qu'une formule fantasmatique. Sur un terrain certes renouvelé, le défi résumé par Aristote, « faire de l'un avec du multiple », reste donc d'une brûlante actualité. Or il semble difficile de sortir de l'abstraction gestionnaire pour pouvoir parler clairement de démocratie. « Gérer » des territoires et des réseaux relève du « gouvernement des Hommes » et non de « l'administration des choses ». Notre nation, singulièrement politique, ne saurait impunément l'oublier.

La seconde réflexion touche précisément à la construction du politique dans notre pays, marquée par un fort volontarisme étatique et par une fascination pour l'abstraction uniformisante, fût-ce au prix d'une négation de la réalité (Michelet : « *L'esprit a triomphé de la matière, le général du particulier et l'idée du réel.* ») Le culte de l'indivisibilité handicape notre capacité à penser la diversité, d'où de grandes difficultés à affronter les mutations du réel

Il y a territorialisation des discriminations, des inégalités et du racisme, d'autant plus qu'il y a inégalité devant la mobilité.

quand elles renforcent ce que l'on a essayé d'occulter : une certaine complexité, des corps intermédiaires, des territoires particuliers défient la pensée binaire du couple « individu-nation », individualisme et centralisme.

Ainsi, la théorie républicaine nie avec force des ancrages pourtant instrumentalisés par la République réelle (notables, scrutin d'arrondissement, cumul des mandats, etc.), dans une contradiction allant aujourd'hui jusqu'à la crise du modèle national-républicain du territoire. Crise d'un Etat-nation de moins en moins capable de garantir la cohésion sociale et territoriale face à la « globalisation » ; crise d'une souveraineté, toujours nationale en paroles, mais largement transférée en réalité à l'échelle européenne ; crise d'une société « bougée » dans sa composition même, qui doit sans cesse repenser le rapport entre universel et singularités, d'où les crispations, tensions et hypocrisies.

Les territoires, miroirs des inégalités

Cette crise territoriale, se déployant du social à l'écologique, de la démocratie à la solidarité, de l'urbain à la santé, concentre les enjeux civiques et démocratiques notamment du point de vue des inégalités. Certes, le racisme existe indépen-

damment des territoires. Mais le territorial exacerbe toujours plus la problématique de l'ethnicisation : la localisation fabrique des destins, assigne à résidence communautaire « réelle ou supposée », produit relégation et « développement séparé ». Il y a donc bien territorialisation des discriminations, des inégalités et du racisme, d'autant plus qu'il y a inégalité devant la mobilité. Pour un certain nombre de nos contemporains, la vie est « métropolisée », mobile, génératrice de « pluri-appartenances » territoriales... Mais pas pour les (jeunes) chômeurs, (jeunes) précaires, parents isolés, personnes âgées ou en difficulté, ce qui pose la question de l'égalité réelle devant le droit à la mobilité.

Subissant la réduction drastique des moyens de lutte contre les inégalités, les territoires concentrent les problèmes dans un effet de loupe spectaculaire. C'est tout particulièrement le cas de l'outremer, qui n'a été qu'effleuré dans nos débats faute de temps, mais qui illustre tout particulièrement cette vérité que l'égalité territoriale, comme l'état des libertés, doit se juger « à la marge » : négations de la diversité, relégations et assignations à résidence communautaire, territorialisation des discriminations racistes y sont « exemplaires ».

Or un vocabulaire « politique-

ment correct» tente de brouiller l'état des lieux. «Politique de la ville» signifie traitement de ceux qui, dès lors qu'il y en a beaucoup, dirait le ministre de l'Intérieur, posent problème; «plan Marshall pour les banlieues» suggère une sorte de sous-développement coûteux. Mais lorsqu'aucun acte autre qu'immobilier ne suit les mots creux, ceux qui sentent qu'ils comptent moins que le béton qui les entoure, perdant confiance, sont acculés aux solutions individuelles voire à la désocialisation. Foin ici du *shaming*, du «honte à vous» jeté aux victimes de la fragmentation sociale et territoriale. Militants de la citoyenneté, nous refusons la stigmatisation moraliste des individus pris dans la réalité de situations qu'on a laissé se dégrader, dans l'abandon par le Politique, qu'il s'agisse d'aménagement du territoire ou de carte scolaire. Il y a certes des effets d'individuation; mais quand ce sont «les ménages qui déménagent [qui] aménagent le territoire», il n'y a plus de Politique, il a démissionné.

Une force de proposition citoyenne

Revitaliser la démocratie, c'est relever les défis des mutations territoriales et culturelles. Ainsi, sortir de la «démocratie du sommeil» suppose la prise en compte des pluri-appartenances spatiales pour faire vivre la participation politique là où se trouvent les activités sociales. De même, il faut cesser de proposer aux habitants des zones dites «sensibles» d'échanger de l'égalité contre du formatage culturel, comme de tenir des discours sur l'«intégration» et sur la nationalité, réservés à ceux qui devraient la «mériter». L'instrumentalisation discriminatoire de concepts qui devraient valoir également pour tous crée un vide de références communes, générateur de replis et de défits... dans lesquels s'engouffrent les socialisa-

Sortir de la «démocratie du sommeil» suppose la prise en compte des pluri-appartenances spatiales pour faire vivre la participation politique là où se trouvent les activités sociales.

La France est la seule nation européenne à «casser» du local, parce qu'un système littéralement monarchique ne supporte aucun contre-pouvoir, même local.

(1) Révision générale des politiques publiques.

(2) Voir <http://www.pactecitoyen.org/>.



tions alternatives «ethniques» ou religieuses.

A ces difficultés s'ajoutent les glissements territoriaux du politique. Ainsi l'Europe est-elle aujourd'hui un rêve de gouvernants plus que de citoyens. A une autre échelle, la réforme des collectivités locales est un véritable déni de démocratie, entre régression de l'accès des femmes aux responsabilités et suppression de la compétence générale des régions et des départements. La France est la seule nation européenne à casser ainsi du local, parce qu'un système littéralement monarchique ne supporte aucun contre-pouvoir, même local, et parce qu'il s'agit de faire basculer des politiques publiques du côté des logiques marchandes généralisées. Se prépare ainsi une jungle territoriale où seuls les plus forts pourront se développer. Quant au reste du territoire, il n'a droit qu'au mépris de l'élu local, présenté comme dépensier et irresponsable, et à l'extension de la logique «RGPP»⁽¹⁾ aux collectivités, avec contraction des moyens et rabougrissement des interventions publiques.

Tout cela nous interpelle comme militants de la citoyenneté, dans nos sections territoriales. Que

faire pour contrer la déterritorialisation de la vie sociale, la relégation dans les quartiers urbains pauvres comme dans les zones rurales? Face aux inégalités, où sont les instruments de la justice fiscale, sociale, où sont les outils de péréquation et de cofinancement? Rabougris ou supprimés. Là où les besoins explosent, de moins en moins de moyens. C'est un choix politique, non une fatalité. De même, multiplier «agences», pôles de compétitivité et autres institutions techniques mais décideuses, c'est exclure le vote, le débat contradictoire, la responsabilité des élus. S'ensuivent absentéisme et défiance: le Politique vivant n'est plus présent là où les décisions sont prises réellement.

Contre ce «Léviathan *soft*» territorial, il faut inventer de nouvelles instances et procédures adaptées à la société d'aujourd'hui et intégrant les enjeux de droits sociaux, de droits écologiques et de libertés civiles. C'est la démarche de notre Pacte citoyen⁽²⁾, interpellant la sphère du politique à partir des propositions de la société civile rassemblée autour de la défense des droits. ●